Nations Unies A/71/826–S/2017/189



Assemblée générale Conseil de sécurité

Distr. générale
3 mars 2017
Français
Original : anglais

Assemblée générale
Soixante et onzième session
Point 36 de l'ordre du jour
La situation en Afghanistan

Conseil de sécurité
Soixante-douzième année

La situation en Afghanistan et ses conséquences pour la paix et la sécurité internationales

Rapport du Secrétaire général

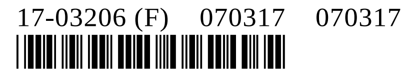
I. Introduction

1. Le présent rapport est soumis en application de la résolution 68/11 de l'Assemblée générale et de la résolution 2274 (2016) du Conseil de sécurité, dans lesquelles j'ai été prié de rendre compte tous les trois mois de l'évolution de la situation en Afghanistan.

2. Il fait le point des activités menées par les organismes des Nations Unies en Afghanistan, notamment dans les domaines de l'action humanitaire, du développement et des droits de l'homme, depuis le rapport de mon prédécesseur du 13 décembre 2016 (A/71/682-S/2016/1049). Il récapitule également les principaux changements intervenus dans la situation politique et les conditions de sécurité, ainsi que les événements régionaux et internationaux qui concernent l'Afghanistan. On trouvera en annexe une évaluation des progrès réalisés au regard des objectifs et des indicateurs depuis la parution du rapport du 7 mars 2016 (A/70/775-S/2016/218), en application de la résolution 1868 (2009) du Conseil de sécurité.

II. Faits nouveaux pertinents

3. L'Afghanistan a continué de se heurter à des difficultés politiques et économiques et à des problèmes de sécurité importants. Le Président Ashraf Ghani et le Chef de l'exécutif Abdullah Abdullah ont poursuivi leur dialogue afin d'améliorer leur relation de travail. Une enquête a été lancée pour déterminer le rôle du Premier Vice-Président Abdul Rashid Dostum dans la détention illégale et les violences dont aurait été victime un ancien Gouverneur de la province de Jozjan. Plusieurs postes clefs restent vacants au Gouvernement. Les nouveaux organes de gestion des élections ont commencé à prendre des mesures pour mettre en œuvre des réformes électorales et préparer les prochaines élections. En outre, le



Merci de recycler



Gouvernement a poursuivi l'exécution de son programme de lutte contre la corruption. Parallèlement, la mise en œuvre de l'accord de paix conclu avec l'organisation Hezb-i Islami Gulbuddin a enregistré des avancées, dont la levée des sanctions contre Gulbuddin Hekmatyar. Cependant, il n'y a pas eu de progrès notable en ce qui concerne les pourparlers de paix entre le Gouvernement et les Taliban. On a également constaté une intensification des engagements multilatéraux au niveau régional. Les conditions de sécurité se sont encore aggravées, les affrontements armés entre les forces de sécurité et les Taliban ayant atteint un niveau record en 2016 et s'étant maintenus à un rythme élevé en 2017. En conséquence, le niveau des violences à l'égard des civils est resté élevé, avec une augmentation importante du nombre d'enfants victimes et des déplacements internes. La prestation de services a continué de poser problème en raison des conditions de sécurité difficiles. La situation économique est restée fragile, avec des taux de croissance économique et d'investissement toujours bas.

A. Évolution de la situation politique

4. Depuis le dernier rapport, le Président Ghani et le Chef de l'exécutif Abdullah ont poursuivi leurs efforts afin d'améliorer leur relation de travail. Ils ont tous les deux réfléchi à un mécanisme consultatif de nomination de hauts responsables, de partage du pouvoir et de délégation de responsabilités entre hauts fonctionnaires.

5. Le 13 décembre, l'ancien Gouverneur de Jozjan, Ahmad Ishchi, a publiquement accusé le Premier Vice-Président Dostum de l'avoir détenu illégalement pendant plusieurs jours fin novembre, affirmant avoir subi des violences sexuelles pendant sa détention. Le Gouvernement a annoncé une enquête sur ces allégations et le 21 décembre, M. Dostum a officiellement été désigné comme suspect par le Procureur général. Jusqu'à présent, le Premier Vice-Président a refusé de comparaître devant le Procureur général pour répondre à ses questions. D'éminents membres de Jumbesh-i-Milli, parti politique du Premier Vice-Président, ont accusé le Gouvernement de chercher à marginaliser la communauté ouzbèke et organisé des manifestations pour protester contre le traitement imposé au Premier Vice-Président par le Gouvernement.

6. Le Président Ghani a continué de tendre la main à ses détracteurs et aux figures de l'opposition, notamment à deux des principaux groupes d'opposition du pays, le Conseil pour la protection et la stabilité de l'Afghanistan et le Conseil supérieur des partis nationaux et djihadistes, ainsi qu'au Gouverneur de la province de Balkh, Atta Mohammad Noor. S'ils ont continué à faire pression sur le Gouvernement pour des nominations et autres concessions, les groupes d'opposition ont modéré leurs critiques envers le Président et le Chef de l'exécutif.

7. L'avenir des sept ministres contre lesquels l'Assemblée nationale a voté une motion de censure en novembre est resté incertain. Six d'entre eux sont demeurés à leur poste, dans l'attente d'une décision de la Cour suprême sur la constitutionnalité de la motion de censure. Pour l'heure, plusieurs postes gouvernementaux sont occupés par des fonctionnaires agissant par intérim, notamment les postes suivants : Ministre des mines et du pétrole, Chef de la Direction autonome des administrations locales, Ministre de l'information et de la culture, Ministre de l'informatique et des communications et Ministre des affaires tribales.

8. Le 21 janvier, Pir Sayed Ahmed Gailani, Président du Haut Conseil pour la paix, est décédé. Son décès est intervenu à un moment où, selon les informations, le Gouvernement envisageait d'élaborer une nouvelle stratégie nationale de paix et de réconciliation.

9. Il n'y a pas eu de progrès notable vers un processus de paix entre le Gouvernement et les Taliban. La mise en œuvre de l'accord de paix du 29 septembre 2016 avec le Hezb-i Islami Gulbuddin a connu une évolution positive : le 3 février, Gulbuddin Hekmatyar, chef de l'organisation, a été retiré de la liste des personnes visées par des sanctions au titre de la résolution 1267 (1999), pour donner suite à une demande présentée par le Gouvernement afghan le 13 décembre. Des représentants de Hezb-i Islami Gulbuddin ont continué de négocier certaines questions avec le Gouvernement, notamment la libération de prisonniers et les dispositions relatives à l'hébergement des personnes affiliées à l'organisation qui devraient rentrer du Pakistan. La perspective du retour de M. Hekmatyar à Kaboul inquiète ses adversaires politiques, qui pensent que sous sa direction, un Hezb-i Islami Gulbuddin unifié pourrait devenir le plus grand parti politique du pays. Les défenseurs des droits de l'homme ont également exprimé leur préoccupation concernant cet accord qui ne prenait pas pleinement en compte les revendications des victimes et les violations présumées des droits de l'homme.

10. Par ailleurs, durant la période considérée, la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) a contribué à l'organisation de plusieurs manifestations à l'appui d'initiatives de paix locales, notamment le règlement de vieux litiges fonciers et d'autres sources de tensions et de conflits.

11. Créées en novembre 2016, la Commission électorale indépendante et la Commission du contentieux électoral ont commencé à mettre en œuvre des réformes électorales et à préparer les prochaines élections. La Commission électorale indépendante a engagé des travaux, notamment une étude technique sur les circonscriptions électorales qui doit être présentée au Gouvernement, l'élaboration de propositions sur l'inscription des électeurs, une nouvelle répartition des bureaux de vote et l'établissement d'un calendrier électoral. Le 17 et le 30 janvier, elle a également tenu des réunions consultatives avec les parties prenantes sur les circonscriptions électorales et l'inscription des électeurs. Elle a en outre publiquement réaffirmé sa volonté de mettre en place des listes d'électeurs par bureau de vote, conformément à la loi électorale, et annoncé que les cartes d'identité nationale électroniques ne seraient pas requises pour l'inscription sur les listes électorales. Le 10 février, le porte-parole de la Commission électorale indépendante a déclaré que les élections législatives et les élections des conseils de district se tiendraient en 2018. La Commission du contentieux électoral a pris contact avec les acteurs concernés et signé le 30 janvier un mémorandum d'accord avec les organisations de la société civile définissant les modalités de leur coopération future.

12. La Commission électorale indépendante a également lancé le processus de recrutement du Chef des opérations électorales. Le 12 janvier, elle a recommandé trois candidats au Président Ghani, dans une lettre que seuls quatre des sept commissaires ont signée. Le 26 janvier, un porte-parole du Chef de l'exécutif a déclaré publiquement que ces trois candidatures étaient inacceptables, faisant valoir le manque de qualifications des personnes sélectionnées et leurs liens avec d'anciens commissaires. Le 3 février, des observateurs électoraux ont critiqué le

silence du Gouvernement et demandé qu'une décision propre à préserver l'indépendance de la Commission soit prise.

B. Sécurité

13. Dans l'ensemble, les conditions de sécurité n'ont cessé de se détériorer tout au long de 2016 et en 2017; l'ONU a recensé 23 712 atteintes à la sécurité, soit une augmentation de près de 5 % par rapport à 2015, et le plus grand nombre jamais enregistré par la MANUA. Si les combats sont restés particulièrement circonscrits dans les cinq provinces méridionales et orientales de Helmand, Nangarhar, Kandahar, Kounar et Ghazni, où 50 % des atteintes ont été recensées, le conflit s'est propagé dans d'autres zones géographiques, avec une intensification des activités des Taliban dans le nord et le nord-est de l'Afghanistan, ainsi que dans la province de Farah à l'ouest. Les Taliban ont continué de mettre sous pression le Gouvernement dans les capitales provinciales de Farah, Kondoz, Lachkar Gah (Helmand) et Terin Kot (Orozgan) qu'il contrôle. L'appui aérien international et afghan et le déploiement des Forces spéciales afghanes ont encore été essentiels pour garder le contrôle de ces villes. À la fin du mois de novembre, les Taliban se sont emparés du centre administratif du district de Ghorak (province de Kandahar), portant ainsi à 14 le nombre total de districts dont ils revendiquent le contrôle. En outre, le contrôle de plusieurs districts a été contesté, certaines informations faisant état d'une augmentation du pourcentage du territoire afghan sous l'influence des Taliban. La nature du conflit a par ailleurs évolué, avec une augmentation de 22 % du nombre d'affrontements armés entre les Taliban et les forces de sécurité gouvernementales en 2016, affrontements qui représentent 63 % de l'ensemble des atteintes à la sécurité et qui ont pour la plupart été déclenchés par les Taliban. Dans le même temps, les attaques à l'engin explosif improvisé ont encore diminué en 2016, avec une réduction de 25 % par rapport à l'année précédente.

14. Entre le 18 novembre 2016 et le 14 février 2017, l'ONU a recensé 5 160 atteintes à la sécurité, soit une augmentation de 10 % par rapport à la même période en 2015 et de 3 % par rapport à la même période en 2014. Le nombre d'affrontements armés relevés au mois de janvier 2017 était en augmentation de 30 % par rapport à janvier 2016. Il a atteint 1 877, chiffre le plus élevé enregistré par l'ONU pour ce mois. Les attaques à l'engin explosif improvisé ont augmenté de 11 % par rapport à la même période l'année dernière. Les Taliban ont également accentué la pression dans la province de Helmand, en menant notamment de violents combats dans le district de Sangin fin janvier et début février.

15. Le 10 janvier, un engin explosif improvisé a détoné dans la résidence du Gouverneur de la province à Kandahar, au cours d'un dîner donné à l'occasion d'une visite de diplomates et de dignitaires, tuant 13 civils, dont 6 diplomates des Émirats arabes unis, et faisant 19 blessés. Le 15 février, l'Ambassadeur des Émirats arabes unis, blessé dans l'attaque, a succombé à ses blessures. Aucun groupe n'a revendiqué l'attentat.

16. Les forces de sécurité afghanes ont continué de se heurter à de grandes difficultés, en particulier en ce qui concerne leurs capacités opérationnelles, dont les problèmes de commandement et de contrôle, de direction, de logistique et les taux d'attrition élevés ont un impact considérable sur le moral, le recrutement et le maintien des capacités. L'intensification du conflit a également entraîné une

augmentation des pertes en vies humaines parmi les forces de sécurité et les Taliban. Les taux de réenrôlement et de rétention des effectifs sont trop faibles pour compenser l'augmentation des pertes et les désertions. En février, les effectifs de l'armée et de la Police nationale afghane s'établissaient respectivement à 86 % et 94 % des niveaux prévus.

17. L'État islamique d'Iraq et du Levant – province du Khorassan a maintenu sa présence dans le sud de la province de Nangahar, ainsi que dans les provinces de Kounar et du Nourestan. En dépit des opérations de nettoyage menées fin 2016 par les Forces nationales de sécurité afghanes, avec l'appui des forces militaires internationales, le groupe aurait regagné les zones dont il avait été chassé.

18. Au cours de la période considérée, 21 atteintes à la sécurité ont concerné le personnel des Nations Unies, dont sept cas d'intimidation, une atteinte liée aux engins explosifs improvisés, sept atteintes de nature criminelle et le vol d'un véhicule des Nations Unies.

C. Coopération régionale

19. Au cours de la période considérée, l'Afghanistan a enregistré une amélioration sensible des relations diplomatiques bilatérales avec ses voisins. Toutefois, avec le Pakistan, ces relations restent tendues. Au lendemain de l'attentat-suicide perpétré à Kandahar le 10 janvier, des responsables afghans, notamment le Conseiller national pour les questions de sécurité, Hanif Atmar, et le Chef de la police de Kandahar, Abdul Razziq, ont publiquement rejeté la responsabilité sur des étrangers. Des manifestations ont eu lieu devant l'ambassade du Pakistan à Kaboul et devant les consulats de Kandahar et de Hérat, et les manifestants ont demandé au Gouvernement afghan de rompre les relations diplomatiques avec le Pakistan. Le général Javed Bajwa, nouveau chef d'état-major de l'armée pakistanaise, s'est entretenu dans un appel téléphonique avec son homologue afghan ainsi qu'avec le Président Ghani et le Chef de l'exécutif Abdullah Abdullah le 31 décembre 2016. Il a également appelé le Président Ghani le 15 janvier pour lui présenter ses condoléances suite à l'attaque de Kandahar le 10 janvier et envisager une coopération sur les questions de sécurité. Cependant, une série d'attaques au Pakistan ont suscité un regain de tensions entre les deux pays. De hauts responsables pakistanais ont imputé la responsabilité de certaines d'entre elles à des insurgés ayant leur base en Afghanistan. Suite à ces attaques, le Pakistan a fermé sa frontière à la circulation avec l'Afghanistan et mené des bombardements transfrontières ciblant des militants présumés sur le territoire afghan.

20. Les 9 et 10 janvier, le Vice-Ministre afghan des affaires étrangères, Hekmat Karzai, a conduit une délégation à Tachkent pour le premier cycle d'un dialogue politique entre l'Afghanistan et l'Ouzbékistan. Le 11 janvier, le Chef de l'exécutif Abdullah s'est rendu à Téhéran à la tête d'une délégation de haut niveau. Au cours de sa visite, il a rencontré le Président Hassan Rouhani et évoqué la possibilité d'un soutien à l'Afghanistan sur les questions de politique et de sécurité. Le 17 janvier, le Ministre des affaires étrangères Rabbani, a mené une délégation aux Émirats arabes unis après l'attaque de Kandahar le 10 janvier. Par la suite, le Président Ghani s'est rendu aux Émirats arabes unis les 11 et 12 février pour présenter ses condoléances aux familles des victimes de l'attaque. Du 6 au 8 février, M. Rabbani était à Moscou où il a rencontré le Ministre des affaires étrangères de la Fédération de Russie,

Sergueï Lavrov, pour envisager une coopération sur un certain nombre de questions, relatives notamment à l'économie et à la sécurité. Les deux parties ont réaffirmé leur position commune quant à la nécessité de faire participer les Taliban à un dialogue constructif en faveur du processus de paix.

21. Une augmentation des engagements multilatéraux a également été observée au niveau régional. La Conférence ministérielle du suivi de la Conférence sur la sécurité et la coopération au cœur de l'Asie s'est tenue à Amritsar (Inde) le 4 décembre. Lors d'une réunion trilatérale organisée à Moscou le 27 décembre, la Chine, le Pakistan et la Russie ont examiné la situation en matière de sécurité qui continue de se détériorer en Afghanistan. Un porte-parole du Ministère afghan des affaires étrangères a regretté le fait que l'Afghanistan n'ait pas été convié à la réunion. Le nombre de pays participants à la réunion suivante, qui s'est tenue à Moscou le 15 février, a été porté à six, y compris l'Afghanistan, l'Inde et l'Iran. À l'issue de la rencontre, le Ministère russe des affaires étrangères a publié une déclaration dans laquelle il indiquait que les participants étaient convenus d'intensifier leurs efforts en faveur du processus de paix afghan et annonçait que les républiques d'Asie centrale seraient invitées à prendre part à la prochaine réunion régionale sur l'Afghanistan.

22. La coopération économique s'est également améliorée au cours de la période considérée. La visite du Ministre ouzbek des affaires étrangères, Abdulaziz Kamilov, à Kaboul les 23 et 24 janvier a été l'occasion d'annoncer la mise en place d'une feuille de route économique bilatérale grâce à laquelle les échanges annuels entre les deux pays devraient passer de 429 millions de dollars en 2016 à 1,5 milliard en 2017. M. Kamilov a rencontré le Président Ghani et le Chef de l'exécutif Abdullah et signé cinq mémorandums d'accord avec son homologue afghan Rabbani.

III. Droits de l'homme

23. La situation des droits de l'homme en Afghanistan s'est encore dégradée en 2016 et au début de 2017, et le nombre de victimes civiles dues aux combats n'a cessé d'augmenter. Selon le rapport annuel pour 2016 sur la protection des civils en période de conflit armé, publié par la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) le 6 février 2017, les civils auraient davantage subi les conséquences du conflit et, selon la Mission, on aurait enregistré le plus grand nombre de victimes civiles depuis 2009. La MANUA a recensé 11 418 victimes (3 498 morts et 7 920 blessés), soit une hausse de 3 % par rapport à 2015. En outre, les violences liées au conflit ont détruit maisons, moyens de subsistance et biens, entraîné le déplacement de milliers de familles et limité l'accès à l'éducation, à la santé et à d'autres services tout au long de l'année. La Mission a imputé 61 % de l'ensemble des victimes civiles aux éléments hostiles au Gouvernement et 24 % aux forces progouvernementales (20 % aux forces nationales de sécurité afghanes, 2 % aux forces militaires internationales et 2% aux groupes armés progouvernementaux). Les affrontements au sol entre les forces progouvernementales et les éléments hostiles étaient encore la première cause de décès et de blessures parmi les civils (4 295 victimes, dont 1 070 morts et 3 225 blessés), suivis par les détonations d'engins explosifs improvisés, les attaques complexes et les attentats-suicides, et les assassinats ciblés et délibérés.

24. La MANUA a constaté une recrudescence des attaques menées par l'État islamique d'Iraq et du Levant – province du Khorassan contre des administrations publiques, des chefs tribaux et des lieux de culte. La Mission a imputé 899 victimes civiles (209 morts et 690 blessés) à l'État islamique d'Iraq et du Levant – province du Khorassan en 2016, contre 82 (39 morts et 43 blessés) en 2015. La majorité des décès et blessures procèdent d'un schéma d'attaques sectaires délibérées contre la minorité musulmane shiite. L'organisation terroriste a revendiqué trois attaques distinctes perpétrées le 23 juillet, le 11 octobre et le 21 novembre 2016 contre des membres de la communauté shiite de Kaboul.

25. Au cours de la période considérée, les éléments hostiles au Gouvernement ont poursuivi leurs attaques délibérées contre des fonctionnaires civils, notamment des femmes. Le 21 décembre, les Taliban ont revendiqué une attaque complexe contre le domicile d'un député à Kaboul, qui a entraîné la mort de huit civils et causé des blessures à sept autres. Outre l'attaque perpétrée par des éléments antigouvernementaux contre la résidence du Gouverneur de la province de Kandahar le 10 janvier, le même jour, les bâtiments de l'administration parlementaire à Kaboul ont été la cible d'un attentat-suicide revendiqué par les Taliban qui a fait 34 morts et 75 blessés parmi les civils. Le 7 février, 20 civils ont été tués et au moins 40 ont été blessés lors d'un attentat-suicide devant la Cour suprême à Kaboul.

26. Les enfants continuent de souffrir de la violence de manière disproportionnée. En 2016, l'Équipe spéciale de surveillance et d'information concernant les violations perpétrées contre les enfants a recensé 1 707 cas avérés de meurtres ou d'atteintes à l'intégrité physique d'enfants qui ont fait 3 512 victimes (923 morts et 2 589 blessés), soit une hausse de 24 % par rapport à 2015. Au cours du quatrième trimestre de 2016, l'Équipe spéciale a confirmé 440 cas qui ont fait 1 009 victimes parmi les enfants (268 morts (200 garçons, 66 filles et deux non identifiés), et 741 blessés (520 garçons, 216 filles et cinq non identifiés). En ce qui concerne le recrutement et l'utilisation des enfants par les parties au conflit, l'Équipe spéciale a recensé 57 cas de recrutement ou d'utilisation de 91 garçons en 2016. Ce sont les éléments hostiles au Gouvernement qui ont recruté ou utilisé la majeure partie des enfants concernés.

27. Le 4 décembre 2016, à la demande du Ministère de la justice, la MANUA a publié une évaluation complète des centres afghans de réadaptation pour mineurs pour déterminer dans quelle mesure ils se conformaient aux normes internationales de l'ONU en matière de traitement des jeunes privés de liberté. Il ressort de cette évaluation une démarche positive des centres mais également la nécessité impérieuse d'améliorer l'éducation en détention et les soins postréadaptation destinés à aider les jeunes Afghans à se réinsérer dans la société. La MANUA aide actuellement le Ministère à donner suite aux recommandations qui ont été formulées. Au 31 décembre 2016, 122 garçons étaient détenus à la prison de haute sécurité pour adultes de Parwan pour des chefs d'accusation relatifs à la sécurité nationale, notamment l'association avec des groupes armés.

28. Les installations et les travailleurs des secteurs de l'éducation et de la santé ont continué d'être pris pour cibles. En 2016, la MANUA a confirmé 119 cas liés au conflit visant les services ou agents de la santé, qui se sont soldés par 23 victimes civiles (10 morts et 13 blessés) et 42 enlèvements de civils, ce qui correspond aux chiffres de 2015. En outre, la MANUA a confirmé l'occupation et l'utilisation à des fins militaires de 23 installations médicales. Au dernier trimestre de 2016, l'Équipe

spéciale de surveillance et d'information concernant les violations perpétrées contre les enfants a recensé, par ses propres méthodes, 31 cas vérifiés d'attaques ayant pris pour cibles des établissements et du personnel de santé. En 2016, la MANUA a confirmé 94 cas liés au conflit visant des établissements d'enseignement et le personnel enseignant, soit une baisse de 20 % par rapport à 2015, qui ont fait 91 victimes civiles (24 morts et 67 blessés) et ont limité l'accès des enfants à l'éducation. La MANUA a continué de recenser l'utilisation par les parties au conflit armé d'établissements d'enseignement à des fins militaires. En 2016, elle a recensé 42 établissements, dont 34 étaient occupés ou utilisés par les forces de sécurité afghanes.

29. Les violences faites aux femmes sont toujours très répandues. Le 17 décembre, cinq femmes employées par une entreprise de sécurité opérant à l'aéroport international de Kandahar ont été tuées par des hommes armés non identifiés alors qu'elles se rendaient au travail. En outre, la MANUA a recensé l'exécution d'une femme par des éléments hostiles au Gouvernement dans la province de Badghis le 15 décembre ainsi que deux autres peines impliquant la flagellation de femmes dans la province de Ghazni pour « crimes moraux » présumés. Le 25 décembre, des éléments antigouvernementaux ont décapité une femme dans la province de Sar-e Pol parce qu'elle aurait ouvertement critiqué les pratiques des Taliban. Le 26 janvier, dans la province de Farah, un groupe de Taliban a tué une femme de 50 ans parce qu'il n'avait pas réussi à tuer sa sœur, qui est un agent de la police nationale afghane. Le 1er février, dans le district de Faizabad situé dans la province de Badakhshan, des assaillants armés ont tué une jeune fille de 18 ans parce qu'elle aurait refusé la demande en mariage du gouverneur officieux des Taliban. L'ONU a continué d'aider 11 centres de protection des femmes et 5 centres d'orientation familiale, sur un total de 37 centres, en fournissant des services vitaux et essentiels aux femmes qui en avaient besoin dans neuf provinces.

30. Au cours de la période considérée, les administrations des provinces ont continué à instaurer des comités d'égalité des sexes et de la condition de la femme chargés d'intégrer dans les travaux des différents départements des initiatives concrètes en faveur de l'égalité des sexes. Les comités sont à présent opérationnels dans au moins 12 provinces. Le 5 décembre, le Gouvernement a rendu publique sa stratégie et son plan d'action en faveur de l'élimination de la violence à l'égard des femmes pour la période 2016-2020. Le 9 janvier, une commission conjointe composée de membres des chambres basse et haute de l'Assemblée nationale a approuvé le texte révisé de la loi sur l'élimination du harcèlement à l'égard des femmes et des enfants. Cette loi attend d'être entérinée par le Président. Les discussions relatives au financement de la mise en œuvre du plan national d'action pour l'application de la résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité sont toutefois restées infructueuses. Dans le même temps, le Conseil national de sécurité a entamé la rédaction d'une stratégie de lutte contre l'extrémisme violent en Afghanistan, et des consultations avec différentes parties prenantes sont en cours.

31. S'agissant de la réforme pénale, en janvier, une annexe au Code pénal de 1976 a été approuvée par l'Assemblée nationale et entérinée par le Président. Elle érige en infraction pénale l'usurpation des terres, et ce pour la première fois, ainsi que les fausses déclarations de patrimoine et l'enrichissement illicite. Le Code pénal révisé a reçu l'approbation de principe du Conseil des ministres en septembre. Il est actuellement en cours d'examen par le Conseil supérieur de l'état de droit et de la lutte contre la corruption avant d'être soumis à l'Assemblée nationale.

IV. Mise en œuvre du Processus de Kaboul et coordination de l'aide au développement

32. La situation économique de l'Afghanistan demeure fragile. Selon les estimations les plus récentes de la Banque mondiale, le taux de croissance pour 2016 est de 1,2 %, soit une faible augmentation par rapport à 2015 mais toujours en recul marginal comparativement aux projections antérieures. Le Gouvernement a poursuivi ses réformes budgétaires, indiquant en décembre qu'il avait dépassé les objectifs du Fonds monétaire international en ce qui concerne la mobilisation des recettes intérieures en 2016, avec une hausse de 34 % en valeur nominale et de 27 % en termes réels par rapport à 2015. Toutefois, les inquiétudes des investisseurs concernant la sécurité et la fiabilité de l'environnement des affaires ont continué d'entamer leur confiance.

33. Le budget national pour l'exercice budgétaire afghan 1396 a été approuvé par l'Assemblée nationale et promulgué le 23 janvier. Il est de 6,4 milliards de dollars, soit une réduction de 7,7 % par rapport à celui de l'exercice précédent. La réduction la plus importante, plus de 415 millions de dollars, concerne le secteur de la sécurité et s'explique par le retrait du budget des dépenses d'achat de carburant des ministères de l'intérieur et de la défense et la mutualisation des achats et des approvisionnements. D'autres réductions ont porté sur les budgets de développement de la santé et de la gouvernance économique ainsi que sur les infrastructures, qui devraient toutefois bénéficier de plus de la moitié des dépenses de développement cette année. Le budget consacré aux projets de développement autofinancés par le Gouvernement a également été revu à la baisse de 8 % par rapport à l'exercice précédent.

34. L'équipe de pays des Nations Unies a entamé l'examen à mi-parcours du plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement. Au cours des débats qui ont fait suite à la Conférence de Bruxelles sur l'Afghanistan, plusieurs donateurs à Kaboul ont indiqué qu'ils procédaient également à des exercices de planification stratégique ou d'examen et sont convenus de coordonner les discussions en vue d'élaborer des analyses contextuelles conjointes. Ces discussions, qui se sont ouvertes le 19 janvier à Kaboul, ont mis l'accent sur l'importance de la prestation de services dans un contexte d'accès réduit, le rôle des industries extractives dans le développement, les liens entre initiatives humanitaires et initiatives de développement, les problèmes liés à la création d'emplois, la collaboration avec les organisations de la société civile, ainsi que la fiabilité, l'utilisation et l'interprétation de données.

35. Le Gouvernement a poursuivi la mise en œuvre de son programme de lutte contre la corruption. Le 29 janvier, les nouveaux locaux permanents du Centre de justice pénale chargé de la lutte contre la corruption ont été inaugurés à Kaboul. À ce jour, le Centre a jugé six affaires en première instance, et trois des condamnations prononcées ont été confirmées en appel, notamment pour une affaire complexe de détournement de 360 000 dollars dans laquelle neuf personnes avaient été mises en accusation. Le 9 janvier, le tribunal d'instance du Centre a condamné un général de division du Ministère de l'intérieur à 14 ans d'emprisonnement pour des faits de corruption. Le 15 février, un chef de police de district a été reconnu coupable de blanchiment d'argent et condamné à trois ans d'emprisonnement. Les procureurs du Centre ont récemment inculpé le Vice-Ministre de l'urbanisme dans une affaire de détournement de fonds portant sur des centaines de millions de

dollars. Le procès est en instance. Dans le même temps, les consultations sur l'élaboration de la stratégie nationale de lutte contre la corruption et de la loi anticorruption visant à réformer les institutions publiques de prévention et de contrôle se sont poursuivies.

36. Le 7 décembre 2016, le Conseil des ministres a approuvé le projet de loi sur la gestion des terres proposé par l'Autorité foncière indépendante afghane, qui sera soumis à l'approbation de l'Assemblée nationale lorsque celle-ci reprendra ses travaux le 6 mars 2017. Le projet de loi prévoit l'incrimination de l'usurpation de terres, le renforcement du rôle de l'Autorité foncière en matière d'inscription au cadastre et de délivrance de titres de propriété et une garantie plus grande de la sécurité des droits fonciers des femmes.

37. Le Gouvernement a poursuivi ses efforts pour améliorer la gouvernance infranationale. La Direction indépendante de la gouvernance locale a pris des mesures pour restructurer tous ses programmes de renforcement des capacités, de suivi et d'évaluation. Une nouvelle stratégie de renforcement des capacités, présentée le 24 janvier, sera examinée par le Gouvernement dans le cadre de consultations internes. Le recrutement au mérite de 34 spécialistes de la problématique hommes-femmes et de 34 spécialistes du suivi et de l'évaluation est en cours, l'objectif étant d'intégrer la démarche tenant compte de la problématique hommes-femmes dans l'administration locale. Ces spécialistes devraient prendre leurs fonctions dans les bureaux des gouverneurs de province. En 2016, dans le cadre des efforts déployés par le Gouvernement pour instaurer le recrutement au mérite dans la fonction publique, toutes les nouvelles nominations ont été faites selon un processus fondé sur le mérite, ce qui a permis de porter le nombre total de nominations au mérite à 53 pour les gouverneurs de district (14 % du total) et à 5 pour les gouverneurs adjoints de province (15 %). En outre, 20 maires (12 %) ont été directement nommés par le Président.

38. Pour accroître le nombre de femmes au sein de la Police nationale afghane, 250 nouvelles recrues ont été formées à Sivas (Turquie), avec l'appui du Programme des Nations Unies pour le développement. Elles ont achevé leur formation de quatre mois le 5 janvier et se sont vu attribuer des postes au sein de la Police nationale. Néanmoins, le nombre total de policières reste en-dessous de 2 % des effectifs.

V. Aide humanitaire

39. Le nombre record de nouveaux déplacements internes de population provoqués par le conflit, accentué par le retour de plus de 620 000 réfugiés et afghans sans papiers venus du Pakistan, a encore aggravé la situation humanitaire en 2016 et au début de 2017. Le nombre de nouveaux déplacés enregistré en 2016 dans 32 des 34 provinces était de 651 751, dont plus de 45 % entre octobre et décembre. Il s'agit de la plus grande vague jamais enregistrée de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays, 220 districts faisant état de déplacements provoqués par le conflit, soit un accroissement global de 38 % par rapport à 2015. Depuis début 2017, 12 863 personnes ont été nouvellement déplacées, 17 des 34 provinces signalant déjà un certain nombre de déplacements forcés. L'ONU et les organisations non gouvernementales fournissent aux populations déplacées une aide humanitaire sous forme de subsides, de services de santé et de médicaments, d'abri, de nourriture et d'articles non alimentaires.

40. La situation a encore été aggravée, au cours du second semestre de 2016, par l'augmentation du nombre de réfugiés rapatriés dans le cadre du programme de rapatriement librement consenti du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR). Au 31 décembre, 370 102 Afghans enregistrés comme réfugiés avaient été rapatriés du Pakistan, 2 290 de la République islamique d'Iran et 185 d'autres pays. Le 15 décembre, le HCR a suspendu ses activités dans les centres de paiement de subsides en raison de la période hivernale. Lors d'une réunion tripartite tenue le 15 février, l'Afghanistan, le Pakistan et le HCR ont décidé de reprendre le programme de rapatriement le 1er avril. Comme le montre la vaste opération de suivi des rapatriés, ceux-ci ont utilisé leur subvention de réintégration en espèces, qui s'élève en moyenne à 400 dollars par personne, pour satisfaire leurs besoins immédiats. D'une manière générale, les subventions ont été dépensées en l'espace de deux ou trois mois.

41. Le nombre d'Afghans sans papiers expulsés ou rapatriés du Pakistan a également connu une forte augmentation au second semestre de 2016, avec plus de 214 000 arrivées en Afghanistan au 31 décembre contre 34 000 pour les six premiers mois de l'année, soit 248 189 personnes au total en 2016. Cette tendance s'est poursuivie en 2017; au 11 février, 8 300 Afghans sans papiers étaient rentrés du Pakistan, soit presque l'ensemble des retours pour le premier trimestre de 2016 (9 335). Les arrivées sont restées stables en provenance de la République islamique d'Iran, entre 30 000 et 40 000 en moyenne par mois. Cette tendance s'est également poursuivie, comme en témoigne l'arrivée de 39 151 Afghans sans papiers en provenance d'Iran au 11 février 2017. Parmi les Afghans en provenance du Pakistan, 7 563 étaient rentrés de leur plein gré, tandis que 737 avaient été expulsés. Parmi ceux qui venaient d'Iran, 20 912 étaient rentrés de leur plein gré, tandis que 18 239 avaient été expulsés. Les rapatriés en provenance du Pakistan continuent de mentionner l'augmentation des contrôles de police et l'incertitude de leur situation, notamment la crainte d'être expulsés, comme les principales raisons ayant motivé leur retour. Le nombre de rapatriés devrait augmenter lorsque le HCR reprendra son programme de rapatriement.

42. De nombreux Afghans nouvellement déplacés ou rapatriés en Afghanistan demeurent vulnérables aux déplacements secondaires ou à répétition dus à l'aggravation et à l'extension du conflit, à la hausse des prix des produits de base, ainsi qu'à la pénurie de services et d'emplois dans les zones où les rapatriés s'installent en nombre, en particulier les cinq provinces de Baghlan, Kaboul, Kondoz, Laghman et Nangarhar. Bien que les grands centres urbains de Jalalabad et de Kaboul soient devenus des destinations de choix, en particulier pour les rapatriés sans papiers, la capacité d'absorption des zones urbaines reste limitée, notamment en ce qui concerne l'accès à la terre, à la santé et à l'éducation. Un cadre général portant sur des questions telles que l'harmonisation de l'appui aux rapatriés et aux déplacés, le libre choix du lieu d'installation, la délivrance de cartes d'identité et l'élaboration d'un plan d'action a été adopté le 14 février.

43. La migration des Afghans vers l'Europe a diminué en 2016. Environ 42 000 sur 362 000 arrivants étaient Afghans, soit 12 % du total. Il s'agit d'une nette diminution par rapport à 2015, date à laquelle les Afghans représentaient 21 % du nombre total d'arrivants, estimé à un million. Dans le même temps, le nombre de rapatriés d'Europe a sensiblement augmenté, 6 864 rapatriés ayant été assistés par l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) en 2016, contre 1 419 en 2015. Entre le 1er novembre 2016 et le 11 février 2017, l'OIM a porté secours à

1 045 rapatriés de plein gré en provenance d'Europe. Durant l'automne, un certain nombre d'accords de réadmission bilatéraux ont été signés entre plusieurs pays européens et le Gouvernement afghan. Le Gouvernement et l'Union européenne ont en outre conclu une « Action conjointe pour le futur sur les questions migratoires Union européenne-Afghanistan », qui comporte également des dispositions sur la réadmission et le retour forcé.

44. En 2016, l'Afghanistan a continué d'accueillir un nombre important de réfugiés en provenance du Pakistan, qui fuyaient les opérations militaires lancées en 2014 au Waziristan du Nord. À la fin de 2016, leur nombre s'élevait à 125 000. La plupart vivent dans des communautés d'accueil choisies sur la base d'affinités tribales, mais un camp d'environ 20 000 personnes a toutefois été ouvert dans la province de Khost. Les partenaires de l'action humanitaire ont mené des interventions visant à promouvoir l'autonomie des réfugiés et à répondre aux besoins des plus vulnérables. Au début de 2017, un accord conclu entre le conseil des anciens de la population réfugiée et les représentants des zones tribales sous administration fédérale du Pakistan a permis le retour d'un petit nombre de réfugiés au Pakistan. La majorité des autres ont fait part de leur intention de rester en Afghanistan en attendant d'obtenir l'assurance qu'ils bénéficieront d'une protection et d'une assistance à la réintégration dans leurs régions d'origine.

45. Le personnel humanitaire a continué de se heurter aux difficultés d'accès principalement liées à l'insécurité. Au total, les organisations non gouvernementales, l'ONU et d'autres organisations humanitaires internationales ont eu à déplorer 200 atteintes à la sécurité en 2016, contre 255 en 2015. Au total, 15 travailleurs humanitaires ont été tués et 26, blessés en 2016, contre 66 tués et 91 blessés au cours de l'année précédente. En outre, 121 travailleurs humanitaires ont été enlevés en 2016. Les attaques visant le personnel humanitaire ont connu une nouvelle recrudescence, 42 cas ayant été signalés en janvier 2017 contre 17 en janvier 2016. L'insécurité touche également les établissements et travailleurs sanitaires afghans, qui ont subi 29 attaques dans l'ensemble du pays en janvier 2017. Le 8 février, des membres du personnel national du Comité international de la Croix-Rouge qui se rendaient dans la province de Jozjan ont été victimes d'une attaque qui a fait six morts. La diminution globale des atteintes à la sécurité est en grande partie imputable au renforcement des mesures de sécurité et à la réduction de la présence humanitaire. Les efforts d'éradication de la poliomyélite se sont poursuivis, mais se sont heurtés notamment à des problèmes de sécurité et d'accès. L'accessibilité s'est améliorée dans la partie orientale du pays grâce aux dialogues engagés à cet effet, qui ont permis de faire passer le nombre d'enfants inaccessibles de 73 355 lors des journées de vaccination au niveau infranational organisées au mois d'août 2015 à 17 488 lors de la campagne de décembre 2016.

46. Au vu du grand nombre de rapatriés afghans vulnérables qui rejoignent des zones récemment ou historiquement touchées par un conflit, l'ONU et les partenaires de la lutte antimines ont fait prendre conscience aux arrivants des dangers liés aux mines et aux restes explosifs de guerre. Depuis janvier 2017, 16 391 rapatriés ont ainsi été sensibilisés. En outre, les partenaires de la lutte antimines, sous la coordination du Service de la lutte antimines de l'ONU, ont déclaré 37 communautés exemptes de mines entre le 1er novembre 2016 et le 31 janvier 2017. Cette situation permet à environ 10 000 personnes de se déplacer librement sur une superficie de 12,05 kilomètres carrés pour se rendre à l'école, cultiver leurs terres ou se livrer à leurs activités professionnelles. Toutefois, on

estime que 3 635 champs de mines, 318 champs de bataille et 59 champs de tir contaminés existent encore; le phénomène touche 1 527 communautés, qui vivent également sous la menace permanente des engins explosifs improvisés à plateau de pression.

47. Le 21 janvier, le Gouvernement et l'ONU ont lancé un appel à contributions en faveur du Plan d'aide humanitaire de 2017 pour l'Afghanistan afin de recueillir les 550 millions de dollars nécessaires pour couvrir les besoins humanitaires essentiels de 5,7 millions de personnes, soit une augmentation de 13 % due à la recrudescence des déplacements de population entraînés par la poursuite et l'extension du conflit. Au total, quelque 9,3 millions de personnes ont besoin d'une aide humanitaire. En 2016, le Plan d'aide humanitaire a été financé à hauteur de 83,8 %. Le montant global des financements humanitaires s'est élevé à 535,4 millions de dollars en 2016, dont 284,1 millions sur les 339 millions demandés au titre des activités prévues dans le cadre du Plan ont été reçus.

VI. Lutte contre les stupéfiants

48. Après avoir enregistré une baisse en 2015, la culture du pavot et la production d'opium ont de nouveau augmenté en 2016. Le 24 décembre 2016, le Ministère de la lutte contre les stupéfiants a publié le rapport d'enquête 2016 sur la production d'opium en Afghanistan, avec l'appui de l'ONU. Comme mentionné précédemment, il en ressort que la culture du pavot a augmenté de 10 % par rapport à 2015 et la production d'opium de 45 %. Cette augmentation s'explique en grande partie par un taux de rendement plus élevé à l'hectare et la diminution de 91 % des surfaces cultivées soumises à l'éradication du pavot. Entre le 1er novembre 2016 et le 31 janvier 2017, les forces de l'ordre ont mené 517 opérations de lutte contre les stupéfiants, lesquelles ont abouti à la saisie de 1 076 kilogrammes d'héroïne, de 23 600 kilogrammes de morphine, de 15 370 kilogrammes d'opium, de 4 kilogrammes de méthamphétamine et de 266 933 kilogrammes de haschisch, ainsi que de 686 comprimés de kétamine (drogue de synthèse), de 32 024 kilogrammes de précurseurs solides et de 10 924 litres de précurseurs liquides. En outre, 583 suspects ont été arrêtés, 25 laboratoires de fabrication d'héroïne démantelés et 126 véhicules, 39 armes, 102 téléphones portables et 7 postes de radio saisis. Lors de ces opérations, un membre des Forces nationales de sécurité afghanes a été tué et six autres blessés.

49. Une nouvelle loi sur la lutte contre les stupéfiants, approuvée par le Conseil des ministres en 2016, a été présentée à l'Assemblée nationale. Le 27 janvier 2017, l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime a publié la première évaluation de l'usage de drogues de synthèse en Afghanistan, qui révèle que la prise de méthamphétamine est en passe de devenir courante chez les consommateurs d'opiacés. Les saisies de méthamphétamine par les services afghans de détection et de répression sont non seulement de plus en plus fréquentes, mais certains faits portent également à croire que des laboratoires de fabrication ont été mis sur pied dans la partie occidentale du pays.

50. La treizième réunion du Groupe consultatif de la politique du Pacte de Paris s'est tenue à Vienne les 1er et 2 février 2017. Onze organisations et plus de 100 participants venant de 30 pays ont examiné les quatre domaines principaux de la Déclaration de Vienne à l'égard desquels il est nécessaire de renforcer la

coopération, à savoir les initiatives régionales, les flux financiers liés au trafic illicite d'opiacés, la prévention du détournement de précurseurs chimiques et la réduction de l'usage illicite de drogues et de la dépendance. La douzième réunion ministérielle de l'Initiative triangulaire entre l'Afghanistan, le Pakistan et l'Iran, tenue le 3 février à Vienne, a été l'occasion de faire le bilan des progrès accomplis et d'étudier de nouvelles possibilités de coopération en matière de lutte contre le trafic des drogues. Les trois pays ont réaffirmé leur volonté de mettre pleinement en œuvre un processus de planification conjointe et de renforcer le rôle de la police des frontières, notamment en mettant au point des mécanismes de réunions aux frontières entre les préfets de police des provinces frontalières et les brigades antidrogue pour échanger des informations et du renseignement, et en organisant régulièrement des réunions entre les responsables de la lutte contre les stupéfiants des trois pays.

VII. Appui à la Mission

51. Entre le 1er novembre 2016 et le 31 janvier 2017, la MANUA a mené 195 missions terrestres et 16 missions aériennes, ainsi que 580 missions de « sensibilisation inversée », dans le cadre desquelles des représentants de districts se sont rendus dans les bureaux locaux de la Mission.

VIII. Observations

52. L'Afghanistan continue de faire face à toute une série de problèmes complexes. L'aggravation du conflit a entraîné des niveaux records de victimes civiles et de personnes déplacées. L'augmentation du nombre de réfugiés rapatriés et d'Afghans sans papiers exerce une pression supplémentaire sur les conditions économiques et sociales. Le Gouvernement continue également de se heurter à des problèmes politiques internes et externes. La solution à tous ces problèmes impose au Gouvernement une détermination sans faille. À cet égard, il importera que le Président Ghani et le Chef de l'exécutif Abdullah forment une équipe soudée.

53. Je me félicite des mesures qui continuent d'être prises pour asseoir davantage les réformes électorales et aller vers la tenue d'élections législatives. L'attachement du Gouvernement, au plus haut niveau, à la tenue d'élections législatives crédibles et transparentes est encourageant. Autant les réformes électorales sont importantes, autant il faudra promouvoir la confiance du public dans les réformes, les institutions et le jeu démocratique.

54. Le Gouvernement s'est employé à améliorer sa gestion budgétaire, y compris le recouvrement des recettes fiscales. Pour la première fois, plus de la moitié des dépenses d'investissement vont aux infrastructures cette année. À plus long terme, pour favoriser le développement social et la confiance du public dans les institutions de l'État, il faudra trouver un équilibre entre le développement des infrastructures et des investissements suffisants dans le capital humain. Le poids démographique des jeunes constitue un défi du point de vue de la création d'emplois, et en même temps une très grande opportunité pour l'avenir du pays.

55. Le Gouvernement a poursuivi la mise en œuvre de son programme de lutte contre la corruption, en particulier grâce à la mise en service du Centre de justice pénale chargé de la lutte contre la corruption. Cet acquis devra être consolidé pour

que le Gouvernement réalise pleinement et de manière plus large son programme de lutte contre la corruption et pour que le public et les donateurs aient confiance dans ses institutions.

56. Le conflit s'est intensifié une fois de plus, avec une augmentation des affrontements armés et des attaques complexes. Les forces de sécurité afghanes, avec l'appui des forces internationales, ont fait preuve de résilience face à cette recrudescence des combats. La poursuite de l'appui international aux forces de sécurité afghanes, conformément aux engagements pris en 2016 lors du Sommet de Varsovie organisé par l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, demeure essentielle. Compte tenu du nombre et du taux élevé de pertes humaines, un leadership politique fort, des mesures efficaces propres à renforcer les structures de commandement et de contrôle, des capacités opérationnelles et un bon moral sont tous indispensables pour aider les forces de sécurité afghanes à faire durablement front au cours de la prochaine saison des combats.

57. Les civils continuent de payer le plus lourd tribut au conflit. La MANUA a enregistré le plus grand nombre de victimes civiles en une seule année, pour partie en raison de l'intensification des affrontements sur le terrain. Le fait qu'il y ait de plus en plus d'enfants tués et blessés est inacceptable. Je demande à toutes les parties au conflit de prendre de toute urgence des mesures pour faire cesser les meurtres et les mutilations de civils et j'insiste sur la nécessité de faire répondre de leurs actes les auteurs de violations du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme. La mise en œuvre dans son intégralité de la politique de prévention et d'atténuation des pertes civiles revêt ici une importance capitale. Les attaques prenant pour cibles les centres de soins de santé, les établissements scolaires, le personnel de santé et les enseignants doivent cesser.

58. Les déplacements ont atteint leur plus haut niveau en 2016. Un nombre plus important de rapatriés, y compris des réfugiés et des Afghans sans-papiers, sont attendus du Pakistan cette année. De nombreux Afghans nouvellement déplacés ou rapatriés en Afghanistan demeurent vulnérables aux déplacements secondaires ou à répétition. Cette situation a des répercussions inquiétantes pour ces groupes qui courent le risque d'être pris au piège d'une pauvreté durable. J'accueille avec intérêt les changements que le Gouvernement afghan propose d'apporter à sa politique concernant les personnes déplacées et les rapatriés. Des programmes seront nécessaires à moyen et à long terme pour absorber et intégrer le grand nombre des rapatriés déjà arrivés et de ceux qui continueront d'arriver, l'objectif étant de leur assurer une bonne intégration économique et sociale. Je tiens ici à rendre hommage à l'engagement et au sens du devoir du Gouvernement dans l'action qu'il a menée dans ce domaine et je demande instamment aux partenaires internationaux de l'accompagner dans ses efforts.

59. La dégradation de la situation en matière de sécurité et ses effets sur les civils ont aggravé la crise humanitaire en Afghanistan. Face à l'immensité des besoins humanitaires qui en découlent, un appui ferme de la communauté internationale et un financement suffisant du Plan national d'aide humanitaire de 2017 s'imposent.

60. Le nombre élevé de victimes civiles du conflit souligne également l'urgence d'une solution politique. La paix demeure un impératif. La mise en œuvre de l'accord de paix entre le Gouvernement afghan et le Hezb-i-Islami Gulbuddin est en cours. Il importe que des progrès soient faits sur ce front pour montrer que le Gouvernement et le peuple afghan sont déterminés à parvenir à une paix équitable.

De même, pour que le processus de paix se consolide, le Gouvernement devra s'engager résolument à respecter ses obligations internationales, à faire en sorte que toutes les parties au conflit puissent répondre des violences commises dans le passé et que les droits des victimes demeurent au cœur des préoccupations.

61. Je regrette qu'il n'y ait pas eu de progrès tangibles dans les pourparlers directs entre le Gouvernement et les Taliban. Le rôle des pays de la région reste essentiel dans tout processus, dans la mesure où ils peuvent contribuer grandement à créer un climat favorable à la poursuite des efforts de paix. J'invite tous les pays concernés à ne pas relâcher leurs efforts. À cet égard, tout le monde sait combien il est important que l'Afghanistan et le Pakistan entretiennent des relations constructives. J'encourage les États Membres à soutenir les efforts déployés pour établir des pourparlers directs entre le Gouvernement et les Taliban.

62. Conscient qu'il importe de continuer d'appuyer le processus politique en Afghanistan et de suivre la situation en matière de sécurité, je demande au Conseil de sécurité de proroger le mandat de la MANUA, qui expire le 17 mars 2017, pour une nouvelle période de 12 mois. Ce faisant, je renouvelle l'engagement de l'ONU en faveur d'un partenariat durable avec l'Afghanistan, évoqué dans le rapport final de la Commission d'examen tripartite de l'action des Nations Unies en Afghanistan, qui a été présenté au Conseil en septembre 2015. Je prends note de l'efficacité avec laquelle la Mission s'est acquittée de son mandat actuel tout au long de 2016, en particulier ses fonctions de bons offices, son engagement sur les questions critiques relatives aux droits de l'homme et la cohérence de l'action des donateurs, ainsi que l'appui qu'elle a apporté au renforcement des institutions et des capacités nationales dans les domaines d'action prioritaires, comme l'avait demandé le Gouvernement. J'invite les États Membres à continuer de fournir l'appui nécessaire pour maintenir notre présence et nos activités dans tout le pays.

63. Je remercie l'ensemble du personnel de l'ONU présent en Afghanistan et mon Représentant spécial, Tadamichi Yamamoto, pour le dévouement sans faille dont ils continuent de faire preuve, dans des conditions difficiles, afin de tenir les engagements que nous avons pris pour venir en aide au peuple afghan.

Annex*

Progress achieved against benchmarks

I. Security

Benchmark: sustainable Afghan security institutions and processes capable of ensuring peace and stability and protecting the people of Afghanistan.

Indicators of progress	*Metrics*
Increase in the number of national police and national army personnel mentored, trained and operational according to an agreed structure	• As of November 2016, there were 160,667 personnel serving in the Afghan National Army and 7,660 personnel serving in the Afghan Air Force, adding to a total of 168,327 personnel, a figure 26,673 below the end-state objective for 2016. As of November 2016, 887 female personnel were serving in both the Afghan National Army and in the Afghan Air Force. As of November 2016, there were 147,635 personnel serving in the Afghan National Police, 9,365 below the end-state objective. As of November 2016, 2,635 female personnel serve in the Afghan National Police. • According to reports it is estimated that the actual strength is likely as much as 20% lower for the Afghan National Defence and Security Forces than the figures given above, as a result of the so-called ghost soldiers/police officers. • In the course of 2016, the North Atlantic Treaty Organization (NATO) Resolute Support (RS) Mission has continued to train, advise, and assist the Afghan National Defence and Security Forces. • In 2016, the Ministry of Defense and the Ministry of Interior developed the *National Military Strategy* spanning a period of five years. It foresees an extensive reform of the Afghan National Defence and Security Forces. The *National Military Strategy* supports and fosters the Afghan National Strategic Planning System, which is comprised of the National Threat Assessment, National Security Policy, National Security Strategy, and the National Campaign Plan.

Note : L’annexe est distribuée uniquement en anglais.

* L’annexe n’a pas été revue par les services d’édition.

II. Peace, reintegration and reconciliation

Benchmark: national dialogue and regional engagement to pursue constructive and inclusive process to foster a political environment conducive to peace.

Indicators of progress	*Metrics*
Development and implementation of inclusive national and regional processes to enhance peace, reintegration and reconciliation efforts	• On 11 January 2016, the Quadrilateral Coordination Group (QCG) consisting of Afghanistan, China, Pakistan and the United States met for the first time to discuss the Afghan peace and reconciliation process in Islamabad. Parties confirmed mutual efforts to facilitate an Afghan-led and Afghan-owned peace and reconciliation process to achieve lasting peace and stability in Afghanistan and the region. Three further QCG meetings were held. • On 21 September 2016 in New York, on the margins of the 71st UN General Assembly, India, Afghanistan and the United Sates held a round of trilateral consultations at which they reaffirmed shared interests in advancing peace and security in the region, as well as countering terrorism. • On 22 September 2016, a peace agreement was signed between the Afghan Government and Hizb-e Islami Gulbuddin (HIG). On 6 November 2016, the Afghan government and the HIG Joint Executive Commission for the implementation of the peace agreement officially started its work. • On 20 November 2016, a HIG delegation met with President Ghani to discuss the release of HIG prisoners, refugee repatriation and land distribution. Two days later, a HIG delegation visited Pul-e-Charkhi prison in Kabul and met HIG prisoners. All issues regarding the implementation of the peace agreement continue to be addressed by the Joint Executive Commission. • There were four meetings convened by Pugwash in 2016 related to peace and security in Afghanistan; 23-24 January 2016 in Doha, Qatar on "Peace and Security in Afghanistan"; 5 September 2016 in Kabul, Afghanistan on "moving towards peace in Afghanistan"; 22 November 2016 in Islamabad, Pakistan on "Pakistan-Afghan relations" and; 13 December 2016 in Kabul, Afghanistan on "peace in Afghanistan".
Increased ability by Afghan authorities to gather and provide substantiated, updated and accurate information to the Security Council Committee established pursuant to resolution 1988 (2011)	• In 2016 the Government continued to provide substantiated, updated and accurate information to the Security Council Committee established pursuant to resolution 1988 (2011). • On 7 October 2016, the Analytical Support and Sanctions Monitoring Team submitted their Seventh report, pursuant to resolution 2160 (2014), concerning the Taliban and other associated individuals and entities constituting a threat to the peace, stability and security of Afghanistan. The report substantively built on information gathered and provided by the Afghan authorities. • On 13 December 2016, the Afghan Government submitted a request for the delisting of (QDi.088) Gulbuddin Hekmatyar from the United

Indicators of progress	*Metrics*
	Nations ISIL (Da'esh) and Al-Qaida Sanctions List in order to support a signed peace agreement with the Hizb-i-Islami Gulbuddin. On 3 February Gulbuddin Hekmatyar was delisted.
Increased public support for the peace process through engagement at the community level and with civil society	• On 20 July 2016, independent Ulema from 15 districts of Baghlan province held a gathering in support of the role of religious figures in peace and reconciliation. Around 225 people participated in the gathering, including 150 ulema, as well as tribal representatives, Provincial Council members, Government officials, and civil society. At the conclusion of the gathering, a 10-point resolution was adopted declaring the ulema's full support for peace and reconciliation based on the Islamic principles. The event was supported by UNAMA. • On 9 August 2016, 40 youth activists, including 11 women, from Balkh, Sar-e-Pul, Jawzjan and Samangan provinces came together in Mazar-e-Sharif for a regional conference on peace and reconciliation. The conference adopted a declaration calling on the Government and the international community to involve youth in the peace process. The event was supported by UNAMA. • In 2016, the Steering Committee of the Afghan People's Dialogue on Peace, supported by UNAMA, finalized the 34 provincial road maps for peace. Seventeen of these provincial road maps were approved by the Steering Committee during the year and will be used for peacebuilding advocacy and initiatives by Afghan civil society actors across the country. • Between September-December 2016, workshops were conducted by UNAMA working in tandem with the Afghan Independent Human Rights Commission (AIHRC) in all eight regions of the country aimed at building civil society capacity in peace and reconciliation processes through their strengthened advocacy for adoption of the recommendations contained in provincial road maps for peace. • In 2016, UNAMA field offices carried out half a dozen local peace initiatives, offering mediation support to foster Afghan-led facilitation, mediation and reconciliation efforts on a provincial and district level. These included consultation, gatherings and jirgas with ulema, tribal representatives, Provincial Council members, Provincial Peace Council members, Government officials, and youth and women rights activists. • On 26 October 2016, the annual Global Open Day event in Kabul on Security Council Resolution 1325 (2000) on women, peace and security under the theme "Women and Violent Extremism in Afghanistan", was organized by UNAMA and UN-Women alongside 12 similar regional events across the country.

III. Governance and institution-building:

Benchmark: extension of Government authority throughout the country through the establishment of democratic, legitimate, accountable institutions, down to the local level, with the capacity to implement policies and to be increasingly capable of sustaining themselves.

Indicators of progress	*Metrics*
Increased ability by Afghan authorities and independent electoral institutions to manage and conduct genuine and periodic elections, with due regard to women's participation and constitutionally guaranteed quotas	• In June 2016, the Ministry of Finance announced the Government's intention to allocate USD 31 million for the upcoming elections, of which USD 21 million is in-kind in the form of secondment of civil servants and teachers as polling staff. • On 25 September 2016, a new election legislation merging the Election Law and the Law on Structures, Duties and Authorities of the Independent Election Commission (IEC) and the Independent Electoral Complaints Commission (ECC) were published in the official Gazette. The new law was passed by legislative decree, and partially incorporated recommendations of the Special Electoral Reform Commission. The IEC was also tasked to prepare a technical study on Wolesi Jirga and Provincial Council constituencies within three months of its "establishment". • In October 2016, at the Brussels Conference on Afghanistan, the Afghan Government committed, in connection with the Self-Reliance Through Mutual Accountability Framework deliverables, to move towards "credible, inclusive and transparent elections," based on the Government's pledge to "implement in 2017 the essential electoral reforms and prepare for elections to further restore trust and confidence in the electoral process and its institutions." • On 22 November 2016, President Ghani appointed 12 new commissioners to the IEC and the ECC, including three women. The commissioners were appointed through a selection process that was open to civil society and the international community, in consultation with political figures, and following interviews by President Ghani, Chief Executive Abdullah and other stakeholders. • On 12 December 2016, the IEC initiated the selection process of the Chief Electoral Officer. On 12 January the Independent Election Commission recommended three candidates to President Ghani, in a letter signed by only four of the seven commissioners. On 26 January, a spokesperson for the Chief Executive publicly stated that the three nominees were unacceptable due to their alleged lack of qualifications and ties with previous commissioners. • In December 2016, the IEC commenced initial discussions on voter registration options, and started preparation of packages to assess and reallocate polling centers. • In December 2016, President Ghani established a multi-agency technical committee on delimitation of electoral boundaries which included the IEC.

Indicators of progress	*Metrics*
	• On 9 April 2016, President Ghani requested continuous UN electoral assistance for the next elections. In response, a Needs Assessment Mission (NAM) was deployed in country from 11 to 19 May 2016, which recommended key decisions to be made. Upon the adoption of new election legislation and the appointment to the IEC and ECC, a desk study updated the NAM in January 2017. From 10 to 27 February 2017, a team was deployed to start discussions to formulate a project to provide electoral support, with concrete areas of support to be confirmed. UNDP continues to provide technical assistance through a modest Project Initiation Plan as a bridge towards more comprehensive support based on a request.
Establishment of a Monitoring and Evaluation Committee and development of anti-corruption benchmarks	• In continuation of the Government's commitment to strengthen the oversight role of the Independent Joint anti-corruption Monitoring and Evaluation Committee (MEC), the Presidential Decree No. 115 declared MEC as an independent institution and obliged all government entities to regularly report on their implementation of MEC recommendations. MEC also issued its New Strategy (2016 to 2018) to actively work with Government institutions to implement anti-corruption reforms. • MEC published two special reports. The first one focuses on vulnerabilities to corruption in the Ministry of Public Health and the second report discusses the vulnerabilities to corruption in the context of fuel and gas supply and import to the country. • MEC also released its Tenth Six-Month Report, covering the period of January to July 2016. The report discussed, among other things, progress in the payment of pensions and benefits to retirees by the Ministry of Labor, Social Affairs, Martyrs and Disabled; and the establishment of a Procurement Review and Appeal Committee in line with the Procurement Law. • As of December 2016, out of the total of 601 MEC recommendations since 2010, 201 were fully implemented, 196 partially implemented, 23 irrelevant and 181 pending implementation.
Empowerment of anti-corruption institutions to oversee a whole-of-Government approach to anti-corruption	• The Afghanistan Extractive Industries Transparency Initiative (AEITI) released its 4th Reconciliation Report in February 2016, covering Government revenues from the oil, gas and mining industries from 2012 to 2013 and is currently preparing its 5th report. AEITI is responsible for Afghanistan's compliance with the requirements for its membership in the Extractives Industries Initiative (EITI) a global standard to promote the open and accountable management of oil, gas, and mineral resources. • As part of the Government's increasing efforts to implement its anti-corruption agenda and Self-Reliance through Mutual Accountability Framework (SMAF) commitments, the anti-corruption plans of the five revenue-generating ministries (i.e. Ministry of Finance; Ministry of Mines and Petroleum; Ministry of Commerce and Industries; Ministry of Transport and Civil Aviation; and Ministry of Communication and Information Technology) have been formulated and submitted to the Cabinet in October 2016 for review.

Indicators of progress	*Metrics*
	• In September 2016, the Secretariat of the High Council on Rule of Law and Anti-corruption started consultations with stakeholders on the drafting of the national anti-corruption strategy. Subsequently, the Office of the President took over consultations on the formulation of the national anti-corruption strategy. To advance the government's fight against corruption, UNAMA together with the international community has facilitated the stakeholders anti-corruption working group to include relevant government partners, particularly the High Council Secretariat as well as civil society, in following up on the government's anti-corruption commitments in the previous international conferences (i.e., Brussels and London anti-corruption conferences). UNAMA also facilitated donor anti-corruption working group meetings for a consolidated position of the international community and coherent support to the government in this area.
	• Self-Reliance through Mutual Accountability Framework (SMAF) deliverables called for a Memorandum of Understanding (MoU) between Government and Civil Society which was signed in late 2015. Though there were limited activities under the MoU in 2016, the existence of the MoU itself was an enabling factor in Afghanistan becoming a member of the Open Government Partnership (OGP) in December 2016. At the London Anti-Corruption Summit in May 2016, Afghanistan committed to increase access to information and support civil society participation. UNAMA has continued to liaise with the Administrative Office of the President on further steps of the government in implementing OGP commitments, particularly providing necessary support to enable civil society's participation In the process.
	• Afghanistan improved its ranking in the Transparency International's Corruption Perceptions Index 2016, placing it in 169th position with a four-point increase in the score (from 11 to 15). The Government attributed this to its establishment of anti-corruption bodies.
	• In the course of 2016, the government and judicial institutions designed, established, developed and made operational the Anti-Corruption Justice Center (ACJC) with national jurisdiction, which has already adjudicated seven anti-corruption cases and is formally investigating dozens of high-level cases.
Annual publication of asset declarations of public officials	• In line with commitments in the Self-Reliance through Mutual Accountability Framework (SMAF), nine senior state officials, including the President and the Chief Executive Officer, 25 Cabinet ministers, and 26 provincial governors registered their assets with the High Office of Oversight and Anti-corruption (HOOAC). Asset verification and publication have not started yet.
	• On 4 May 2016, the High Office of Oversight and Anti-corruption (HOOAC) proposed strict sanctions on public officials who fail to register their assets. This proposal entailed dismissal of 15 Provincial Governors for failing to comply. However, the HOOAC's proposal has not been adopted nor implemented.

Indicators of progress	*Metrics*
Increased capacity of civil servants at the central, provincial and district levels to discharge functions and deliver services	• In an effort to improve the quality of service delivery in the public service, the Civil Service Institute trained 2,572 civil servants in computers applications, English language, human resource management and admin/finance management. The number of staff trained represents 89 percent of the target number of 2,879. Out of the 2,572 trainees, 1,488 were from the central Government and 1,084 from the provincial administrations. Women represented 30 per cent of the participants. • In 2016, 106 staff from IDLG attended various capacity trainings in India. The trainings were organized by the Indian Government Civil Service Institutions, in line with the MoU signed between the Independent Directorate for Local Governance and the Indian Government.
Increased transparency and effectiveness of civil service appointments	• As part of the Government's efforts to ensure merit-based civil service recruitments all new appointments were appointed through a merit-based process led by the Independent Directorate of Local Governance (IDLG), bringing the total number of merit based appointments to; 53 (14%) out of 383 district governors, and 5 (15%) out of 34 deputy provincial governors. In addition, 20 (12%) out of 165 Municipal Mayors were appointed through a competitive process led by the President and the IDLG.
Strengthened civil service reform supported by a comprehensive approach to capacity-building and donor-funded technical assistance	• On 9 August 2016, the President appointed his Senior Advisor on Strategic and Public Relations as the new Chairman of the Independent Administrative Reform and Civil Service Commission (IARCSC). However, he was unable to assume this position, leaving the IARCSC without substantive leadership. To address this gap, the President appointed the deputy head of the Administrative Office of the President to manage IARCSC's operational functions. • The revised civil service law, which was formulated in 2015, continues to undergo review, due to the protracted bureaucratic processes involved. These two developments have adversely impacted the implementation of civil service reforms and capacity building
Implementation of the subnational governance policy and development of subnational regulatory, financing and budgetary frameworks	• In line with commitments in the Self-Reliance through Mutual Accountability Framework (SMAF), in January 2016, the Independent Directorate of Local Governance (IDLG) launched consultations with national and subnational institutions and with civil society, with support of UNAMA, on the draft revised Subnational Governance Policy. Subsequently, comments from all 34 provincial administrations and selected government ministries, as well as civil society networks were received and incorporated. Later in the process, the donors provided consolidated comments to the draft policy. The draft policy is currently awaiting Cabinet review. The gap created by the delayed appointment of the IDLG leadership has impacted the Policy's approval and dialogue at the highest political level. • The guidelines for annual provincial planning were developed. Their function is to orientate provincial level authorities in the planning process.

Indicators of progress	*Metrics*
	• Local Administration Law amended and submitted to the Lower House. The process was sponsored by IDLG, the Office of the President and technically led by the Ministry of Justice. This law, once enacted, will regulate the affairs related to subnational governance administrative units, including provincial departments, district offices and municipalities. • In 2016, the draft Municipal Law has been in an ongoing review process between the Office of the President, IDLG, the Ministry of Justice, Kabul Municipality and other stakeholders. A timeframe for the finalization of the draft law has not been identified, yet. In addition, the Municipal outreach framework and Municipal Advisory Board guidelines were developed and endorsed and the solid waste management guideline developed and implemented.
Development and publication of criteria for administrative boundaries	• National and international institutions continue to use the 2009 internal boundary data set, as stipulated by the Independent Directorate of Local Governance and the Geodesy and Cartography Head Office.
Establishment of adequate infrastructure for functioning Government institutions, especially at the subnational level	• Citizen’s Service Centers were constructed in four provinces (Bamyan, Daikundi, Paktya and Panjshir). • 13 Provincial Governor’s Offices (PGO) were equipped with internet infrastructure to improve IT management systems in the PGOs. • 11 Municipalities were provided with internet connections to enable communication with their constituents.
Establishment of credible and accessible judicial and penal systems that respect and uphold the human rights of all citizens	• The National Anti-Corruption Justice Center (ACJC) was established and operational from June 2016. The ACJC conducted six trials, so far, resulting in the conviction of 16 individuals, including individuals charged with bank embezzlement, land grabbing, bank employees, a senior prosecutor and a General at the Ministry of Interior. Trials were held open to the public and in a transparent manner for individuals on major corruption charges. Three of the six trials were affirmed on appeal before the ACJC. Upcoming cases include at least two Major Generals of the Ministry of Interior, the Deputy Minister for Urban Development. Further dozens of cases are currently undergoing formal ACJC prosecutor investigations. • The Afghanistan Independent Bar Association recorded 2677 lawyers in Afghanistan, of which 712 are female. • On 18 April 2016, implementing a request of the Central Prison Directorate, UNAMA released a comprehensive review of prison health services in 31 of 34 Afghan provincial prisons to assess compliance with the Mandela UN international minimum standards of treatment. The report concludes that progress has been made in several key areas but substantial work remains to be done. Pursuant to a recent agreement with the Ministry of Public Health (MOPH), prisoners in nearly all Afghan provincial prisons have free access to basic health services either through MOI prison clinics or referrals to MOPH civil hospitals. UNAMA continues to work with national and international counterparts to implement the report’s practical recommendations.

Indicators of progress	*Metrics*
	• The newly revised Penal Code was drafted in line with commitments in the Self-Reliance through Mutual Accountability Framework (SMAF). The draft legislation, which is still to be considered by Parliament, incorporates crimes in over 50 special laws; and is now consistent with United Nations Convention against Corruption, The Convention against Torture and the United Nations Transnational Organized Crime Convention, as well as modern best practices. The new draft Penal Code defines crimes of violence against women; and incorporates crimes against humanity, war crimes and genocide according to the Rome Statute. • The Supreme Court and Attorney General Office advanced efforts combatting corruption in their own institutions. Both instituted strategies and action plans to counteract corruption under the guidance of the Second Vice President and the High Council of Rule of Law's Justice Committee. • On 23 October 2016, UNAMA released the first comprehensive assessment of formal and informal dispute resolution mechanisms, which aim to resolve high-stakes conflicts over access to irrigation water. The report's key finding is that while the recently enacted Water Law provides a comprehensive regulatory scheme, water users continue to rely predominately on local "water masters" to resolve disputes traditionally. The report was presented to the responsible Afghan ministries, who are now supported by UNAMA in the implementation of the recommendations made in the report. • On 4 December 2016, following the direct request of the Minister of Justice, UNAMA released a comprehensive assessment of Afghanistan's juvenile rehabilitation centers (JRC's) to measure compliance with UN international standards for the treatment of juveniles deprived of their liberty. The report found positive trends in Afghanistan's JRCs while also outlining a critical need to improve in-detention education and post-rehabilitation care for young Afghans to help them re-enter society. Continued international support is required for rehabilitation accommodation improvements, especially in JRCs that were not custom-built and fit for purpose. UNAMA is now supporting the Ministry on the implementation of the recommendations made in the report.

IV. Human rights

Benchmark: improved respect for human rights of Afghans, in line with the Afghan Constitution and international law, with particular emphasis on the protection of civilians, the situation of women and girls, freedom of expression and accountability based on the rule of law.

Indicators of progress	*Metrics*
Reduction in the number of incidents of unlawful use of force and intimidation of civilians, through compliance by relevant actors with international law	• Between 1 January and 31 December 2016, UNAMA documented 11,418 civilian casualties (3,498 dead and 7,920 injured). Although civilian deaths decreased by two per cent in 2016, civilian injuries increased by six per cent and the overall civilian casualties increased by three per cent compared to 2015. The number of incidents resulting in civilian casualties increased by 12 per cent in 2016. UNAMA attributed 61 per cent of all civilian casualties to Anti-Government Elements and 24 per cent to Pro-Government Forces (20 percent to Afghan national security forces, two per cent to international military forces and two per cent to pro-Government armed groups). Ten per cent of all civilian casualties resulted from cross-fire between Anti-Government Elements and Afghan national security forces thus could not be attributed to a specific party. Five per cent of civilian casualties resulted from unattributed explosive remnants of war. Ground engagements between Pro-Government Forces and Anti-Government Elements remained the leading cause of civilian casualties, accounting for 4,295 (1,070 deaths and 3,225 injured), followed by detonation of improvised explosive devices with 2,156 civilian casualties (700 deaths and 1,456 injured). • The conflict severely impacted Afghan children in 2016, with UNAMA recording 3,512 child casualties (923 dead and 2,589 injured), a 24 per cent increase over 2015 and the highest number of child casualties recorded by UNAMA in a single year since 2009. This disproportionate rise in child casualties across Afghanistan in 2016 resulted mainly from a 65 per cent increase in civilian casualties from explosive remnants of war — most of whom were children. • The Civilian Casualty Avoidance and Mitigation Board (CAMB) had been transferred from international military forces to the Afghan authorities on 26 January 2016 as advised by UNAMA. The board now functions as a focused mechanism for identifying areas for improving civilian casualty mitigation efforts. The CAMB drafted the national Civilian Casualty Prevention and Mitigation Policy that was approved at the deputy-ministerial level and further established a working group on 2 October 2016 to draft an action plan for its implementation. At its quarterly meeting on 15 November 2016, the CAMB focused discussion on devising plans by relevant ministries for implementation of the Civilian Casualty Prevention and Mitigation Policy once it has been endorsed by the National Security Council. • The Government established a senior-level Protection Working Group that held its first meeting on 30 June 2016 to facilitate a policy-driven dialogue on existing protection of civilian concerns and supporting implementation of improved practices to reduce civilian casualties.

Indicators of progress	*Metrics*
	• In 2016, the Ministry of Defence drafted rules of engagement to prevent harm to civilians during operations against anti-government elements.
	• In its annual report for 2016, the Taliban claimed to document 5,232 civilian casualties between January and December 2016, of which “Americans and the stooge administration” caused 71 per cent (3,836 civilian casualties — 1,504 dead and 2,332 injured); Daesh/Islamic State of Iraq and the Levant-Khorasan Province, unidentified gunmen and local infighting caused 17 per cent (1,127 civilian casualties — 380 dead and 747 injured); and Taliban caused 12 percent — namely 249 civilian casualties (120 dead and 149 injured. In 2016, the Taliban also established a “civilian casualty committee” under their military structure to investigate civilian casualty incidents in which their fighters were involved.
Improved awareness by Afghans of their rights and by the Government of its obligations	• Although the Government made little tangible progress in 2016 in meeting the commitments set out in its 2015 National Plan on the Elimination of Torture, the Government did renew its commitment to ratify the Optional Protocol on the Prevention of Torture with a new timeline of the end May 2017.
	• In May 2016, the National Assembly took action on Presidential Legislative Decree 76, issued in 2015. It rejected Article 10, a preventative detention measure that allowed the National Security Directorate to request the Supreme Court to intern or hold a person deemed likely to commit a national security crime for up to one year. The Assembly approved the remaining parts of the decree, thus retaining the amendments of the Criminal Procedure Code which allow for extended detentions by national security officials up to 10 days. The decree also gives prosecutors the discretion to extend that detention from 15 to 60 days. Thus, a judge’s review and order is not required until 70 days have passed, in violation of both the Afghan constitution and the International Covenant on Civil and Political Rights, art. 9, to which Afghanistan is a party.
	• In its November 2016 “Report on Preliminary Examination Activities in Afghanistan”, the Office of the Prosecutor of the International Criminal Court set out its determination that “there is a reasonable basis to believe that the war crimes of torture and related ill-treatment ha[d] been committed by Afghan government forces, in particular the intelligence agency (National Directorate for Security), and the Afghan National Police, since 2003.” In assessing its jurisdiction over these cases under the complementarity principle, the Court noted the Government’s failure to respond to multiple requests for information from the Prosecutor since 2008.
Improved impact of, and support for, legal and policy measures to combat violence against women and girls	• On 31 January 2016, the President inaugurated a dedicated fund to sponsor emergency services for women survivors of life-threatening acts of violence, such as medical treatment and temporary accommodation. Actual functioning of these services, however, has so far been limited by inadequate contributions to the fund.

Indicators of progress	Metrics
	• On 11 June 2016, the Government approved the strategy and action plan on the elimination of violence against women for the period 2016-2020, which was publicly launched on 5 December 2016. • With the aim of creating a protective, violence-free environment for women employed in the Afghan National Police, the Ministry of Interior on 11 July 2016 established a complaint mechanism to prevent and respond to sexual harassment against women police; however the mechanism has not yet become fully functional. UNAMA serves as one of four international organizations that have been requested to provide technical support to the complaint mechanism. • On 9 November 2016, the Wolesi Jirga approved a law on the elimination of harassment for women and girls. On 25 December 2016, the Meshrano Jirga reviewed the law and proposed amendments to the text to be agreed upon by a joint commission comprised of members of both houses. • Based on findings stemming from questionnaires with 178 government employees (113 women) and focus-group discussions carried out with 19 ministries and the Independent Directorate of Local Governance, on 25 October 2016, the Ministry of Women's Affairs launched the report "Workplace obstacles: Analysis and Recommendations" in which it highlighted the persistence of work-related harassment and determined other workplace obstacles hampering the presence and expansion of women workers in government institutions. The report provides a basis upon which efforts can be made to address them.
Improved awareness of, and support for, legal and policy measures related to combating impunity and furthering transitional justice	• In 2016, UNAMA closely monitored Government peace and reconciliation initiatives, such as the activities of the High Peace Council in adopting its five-year strategy and the peace agreement between the Government and Hezb-i-Islami (Gulbuddin). The Afghanistan Independent Human Rights Commission and transitional justice civil society groups have voiced concerns over the provisions on judicial immunity in the peace agreement and called for the rights of victims to be respected in the peace process. • In October 2016, a letter from the UN High Commissioner for Human Rights to the President in October 2016 expressed concerns about the peace agreement and reminded the Government of Afghanistan's international obligations not only to hold accountable persons responsible for grave violations of human rights and international humanitarian law violations, but also to respect the rights of victims and their families, without which peace and reconciliation are not sustainable.
Government fulfilment of reporting requirements on international human rights covenants and conventions and implementation of the recommendations from the Human Rights Council Universal Periodic Review of Afghanistan	• In April 2016, pursuant to its obligations Article 20 of the UN Convention against Torture and Other Cruel, Inhuman and Degrading Treatment, Afghanistan submitted its Second Periodic Report to the UN Committee against Torture. The Report was submitted under the simplified reporting procedure and consisted of a set of replies to queries raised in the "List of Issues" adopted by the Committee Session in 2010. Afghanistan's Second Periodic Review will be considered by the 60th Session of the UN Committee against Torture.

Indicators of progress	*Metrics*
	• Also in 2016, Afghanistan ratified Protocol V to the 1980 Convention on Certain Conventional Weapons on Explosive Remnants of War, which sets out obligations concerning the removal of unexploded ordnance from the battlefield. Ratification should be followed by the implementation of direct measures to ensure the marking, clearance and/or destruction of explosive remnants of war in affected territories under its control. • The Country Task Force on Monitoring and Reporting (created to implement the "Monitoring and Reporting Mechanism" on grave violations of children's rights in situations of armed conflict) noted significant progress from the Ministry of Interior with regard to expansion of Child Protection Units in Afghan National Police recruitment centres, with 16 additional Units inaugurated in 2016, bringing the overall total to 21 throughout the country. • On 28 July 2016, the President issued a directive for the establishment of a national committee to investigate and report on underage recruitment by Afghan security forces. While widely seen as a positive step, the initiative is based on self-reporting by the government. • The Ministries of Interior and Education and the National Directorate of Security issued directives during the year to strengthen the protection of children. On 18 June 2016, the Ministry of Interior issued a directive prohibiting media exposure of children arrested on national security charges. On 4 June and 4 July 2016, respectively, the Ministry of Education propagated two directives to all security-related ministries highlighting Afghanistan's commitment to the Safe Schools Declaration and calling on the security forces to stop using schools for military purposes. On 2 July 2016, the National Directorate for Security issued a directive instructing that children no longer be held in its detention facilities and the cessation of transfers of children to its maximum security prison. As of 15 December 2016, the National Directorate of Security had transferred 42 children to juvenile facilities throughout the country.
Increased capacity and commitment of the Government of Afghanistan and the Afghanistan Independent Human Rights Commission, as the Afghan national human rights institution, to respect, protect, fulfil and promote human rights	• In December 2016, the Afghanistan Independent Human Rights Commission held a national conference for the adoption of the National Action Plan for Protection of Human Rights Defenders in Afghanistan. This pivotal initiative promises to consolidate and strengthen efforts by civil society and international actors such as the EU and its partners to improve protection of human rights defenders in Afghanistan.

Indicators of progress	Metrics
	• In response to allegations in the media of widespread abuse of children by Afghan police in the southern region of the country, in January 2016 the Attorney-General's office tasked the Afghanistan Independent Human Rights Commission offices in Kandahar, Uruzgan and Helmand provinces to present information to it and refer cases of sexually abused children. While widely seen as a positive step, the initiative is based on self-reporting by the government. • With regard to the practice of *bacha bazi* ("boy play"), the Afghan Independent Human Rights Commission led efforts during the year to prohibit and criminalize the practice, resulting in the production of final draft legislation in March 2016. In parallel, definitions and both protective and punitive measures linked to the practice have been included in the language of the revised penal code, as well as the Child Act, which remained under review.

V. Economic and social development

Benchmark: Government policies supported by the international community that promote sustainable economic growth and contribute to overall stability.

Indicators of progress	Metrics
National priority programmes are designed and implemented with international support and endorsement	• In preparation for the 4-5 October Brussels Conference on Afghanistan the Government developed the new Afghanistan Peace and Development Framework (ANPDF), and which will serve as the overarching guidance for new National Priority Programs. The ANPDF replaces the Afghan National Development Strategy concluded in 2013. • Progress has been made on the preparation of five out of 11 NPPs. In October, the Government inaugurated the Citizens' Charter Afghanistan Project, the first phase of the 10-year Citizens' Charter NPP. In line with commitments in the Self-Reliance through Mutual Accountability Framework (SMAF), the Government presented the concept papers of four other NPPs to the Brussels Conference on Afghanistan in October 2016: Women's Economic Empowerment, Urban National Priority Program, National Infrastructure Plan, and the Comprehensive Agriculture Development Plan.
More equitable distribution of development assistance and Government expenditure throughout Afghanistan	• The implementation of the Provincial Budgeting Policy was piloted in four ministries: Ministry of Public Health, Ministry of Education, Ministry of Rural Rehabilitation and Development, and Ministry of Irrigation and Livestock. Relevant comprehensive guidelines for concerned Government agencies for effective implementation of the Policy were issued by the Ministry of Finance (MoF) on 22 March 2016. As a follow-up to

Indicators of progress	Metrics
	the pilot and as part of the Provincial Budgeting Policy implementation, a total of US $34 million (US $1 million for each province) was allocated in the 2017 national budget for development projects. • The Wolesi Jirga (Lower House of the Afghan Parliament) rejected the 1396 Budget (2017) on 21 December 2016, citing imbalance in the allocation of funds among the provinces and low execution rate of the development budget. This resulted in a regular consultation between the Parliamentary Finance and Budget Committee and the Ministry of Finance that resulted in some amendment to the draft budget. The budget was eventually approved by Parliament on 16 January 2017.
Increased revenue collection and sustainable growth based on Afghan resources	• The Government's ongoing initiatives, including anti-corruption efforts, contributed to higher than expected revenue collection in 2016. The revenues were reported at USD 2,4 billion compared to IMF projected revenues of USD 2,04 billion. The achieved revenue collection represents therefore a 20 per cent increase amidst low economic growth, currency devaluation, worsening security, and deteriorating trade relations. Most of the in revenue collection is attributable to effective collection of non-tax revenues and arrears, as well as revenues from ministries (Ministry of Urban Development Affairs and Ministry of Agriculture Irrigation and Livestock) and Da Afghanistan Bank. However, tax collection decreased for large and small tax payers by 8 per cent and 5 per cent respectively, while for medium tax payers tax collection increased by 16 per cent according to the preliminary report of the Ministry of Finance. • The World Bank's Doing Business Indicators have recorded Afghanistan's drop in ranking on the ease of paying taxes, where Afghanistan's rank dropped 13 places. Afghanistan's rank dropped one place, now ranking 183 of the 190 countries on the index. There was a major reform of the taxation system in 2016, which saw a doubling of the base business tax from two to four per cent, while a number of indirect taxes were also implemented. According to business owners, these new tax reforms are making it more difficult for them to keep their businesses profitable. • In addition to a decline in Afghanistan's rank on the ease of paying taxes, the World Bank's Doing Business Indicators survey recorded a deterioration in Afghanistan's rank on six of the remaining indicators used to assess the business and growth enabling environment in the country. The most significant declines were measured in the areas of starting new businesses, access to credit and amenities such as electricity. Afghanistan's overall ranking in the Doing Business Indicators survey, comprising a composite of all ten indicators, dropped by one place.

Indicators of progress	Metrics
	• The World Bank estimated the GDP growth for 2016 in Afghanistan at 1.2 per cent, but projected a better growth rate for 2017 at 1.8 per cent. However, with population growth rates between 2 per cent and 3 per cent, this rate of economic growth would seem insufficient to maintain income levels, suggesting that poverty levels will increase. • On 13 December 2016, the Objections Review Directorate in the Ministry of Finance Afghanistan Revenue Department in the Ministry of Finance presented a report of a Taxation Working Group to donors. The aim of the report, which was developed in line with a commitment in the Self-Reliance through Mutual Accountability Framework (SMAF), was to identify challenges in tax collection that arise from the various exemptions provided to donor-funded initiatives, and to establish a mechanism for resolving questions. Consultations on the report will proceed in 2017, in line with SMAF commitments.

VI. Regional cooperation

Benchmark: sustained and effective regional coordination in support of prosperity, peace and stability.

Indicators of progress	Metrics
Improved coordination of regional bodies and increased regional investments	• On 8 April 2016, in the 24th Leading Committee in Ashgabad, stakeholders signed the Investment Agreement on the TAPI Pipeline. On 23 April, in Almaty, Afghanistan, Tajikistan, Kyrgyzstan, and Pakistan finalized the project implementation documents and made the final decision for putting the CASA 1000 in action. • On 25 April 2016, the Afghan Foreign Minister met with the Foreign Minister of Turkmenistan to discuss developments regarding the TAPI project, expanding bilateral trade and the need for peace, stability and security in the region. • On 12 May 2016, in Tursunza de Tajikistan, Afghanistan's Chief Executive, Pakistan's Prime Minister, Tajikistan's President, and Kyrgyzstan's Prime Minister jointly inaugurated the CASA-1000 project. • On 16 May 2016, during the state visit of the Chief Executive to China, seven bilateral Cooperation Agreements were signed between both countries. • On 23 May 2016, in Tehran, President Ghani, the President of the Islamic Republic of Iran and the Indian Prime Minister witnessed the signing of the Agreement on the Establishment of

Indicators of progress	*Metrics*
	a Trilateral Transport and Transit Corridor. Its aim is to facilitate the flow of commerce between the three countries, potentially extending into Central Asia. • On 4 June 2016, in Herat Province, the Afghan President and the Indian Prime Minister inaugurated the $290 million Salma Dam hydroelectric power project. • From 23 to 24 June 2016, in Tashkent, the Afghan President attended the 16th Shanghai Cooperation Organization (SCO). He had bilateral meetings with the Russian President, the Uzbek President, the Kazakh President, and the Kyrgyz President. • On 19 July 2016, in Pakistan, representatives from Afghanistan, Pakistan and UNHCR met for the 27th Tripartite Commission Meeting. They signed the extension of the existing Tripartite Agreement governing voluntary repatriation until 31 December 2016. • On 3 August 2016, in Urumqi China, the Inaugural High Level Military Leader Meeting on Quadrilateral Cooperation and Coordination Mechanism in Counter Terrorism took place and was attended by representatives of the Armed Forces of Afghanistan, China, Pakistan and Tajikistan. It was agreed to establish the "quadrilateral mechanism" to coordinate and support each other, including in the areas of intelligence sharing, anti-terrorist capability-building, and joint anti-terrorist training. • On 5 August 2016, in Tehran, the Afghan Deputy Foreign Minister attended the third political consultation meeting between Afghanistan and Iran. Both sides emphasized strengthening, consolidating and extending formal relations between the two countries and exchanged views on mutual cooperation in security and regional affairs, transit trade, economy, cultural relations, consulate and refugee affairs and extending interministerial relations and cooperation. • On 7 September 2016, senior officials of Afghanistan and Iran attended a cross-border ceremony in Shamtigh in Iran to mark the completion of the Iranian part of the planned Khaf-Herat railway. • From 14 to 15 September 2016, the Afghan President visited India and met with the Indian Prime Minister. The two leaders discussed the regional situation and expressed grave concern at continued use of terrorism and violence in the region. • On 4 October 2016, in Brussels, President Ghani, Chief Executive Abdullah and Foreign Minister Rabbani participated in a side event to the Brussels conference on Afghanistan focused on Regional Economic Cooperation in Afghanistan. The high-level event focused on movement of energy, goods and data. It further identified 11 priority projects.

Indicators of progress	*Metrics*
	• From 18 to 19 October 2016, in Tashkent Uzbekistan, the Afghan Foreign Minister attended the 43rd session of the Council of Foreign Ministers of the Organization of Islamic Cooperation (OIC). In the margins, an extradition agreement with Uzbekistan was signed. • From 3 to 4 November 2016, the Chief Executive attended the 15th Shanghai Cooperation Organization Head of Governments Summit in Bishkek. Afghanistan's Permanent membership in the organization was discussed. • On 16 November 2016, in Baku, the Lapis Lazuli route agreement was finalized by Afghanistan, Turkmenistan, Azerbaijan, Georgia and Turkey. It needs to be signed by heads of states. • In 2016, there were four meetings of the 6+1 group, which includes Afghanistan, China, India, Iran, Pakistan, Russia and USA. The meetings were held on 4 February in Berlin, on 6 June in Istanbul, on 22 September in New York and the last one on 2 December in Amritsar, India. • In 2016, the Heart of Asia-Istanbul Process — supported by UNAMA through facilitation and the provision of good offices — held several meetings between participating countries and organizations to further confidence-building measures. On 4 March, in Delhi, a meeting of the Regional Technical Group of Trade, Commerce and Investment Opportunities Confidence Building Measure was held. On 10 March, in Tehran, a meeting of the Regional Technical Group of the Education Confidence Building Measure was held. On 3 April, in Kabul, a meeting of the Regional Technical Group of the Counter-Terrorism Confidence Building Measure was held where seven activities were prioritized for 2016. On 6 September, in Ashgabat, a meeting of the Regional Technical Group of the Regional Infrastructure Confidence Building Measure was held. On 9 December, in Astana, a meeting of the Regional Technical Group of the Disaster Management Confidence Building Measure was held to review the implementation of activities in the 2016 Action plan. • In 2016, the Heart of Asia-Istanbul Process, which was co-chaired by Afghanistan and India, held three Senior Officials' Meetings. On 26 April, in Delhi, a Senior Officials Meeting was held setting the theme "Addressing Challenges, Achieving Prosperity" for the 2016 Heart of Asia-Istanbul Process. On 23 September, a Senior Officials' meeting was held on the margins of the General Assembly in New York. On 3 December, the last Senior Officials' meeting of 2016 was held in Amritsar. UNAMA supported the Afghan Government in these meetings to help the process move forward. • On 4 December 2016, in Amritsar, the Heart of Asia-Istanbul Process Ministerial Conference was held with support of UNAMA. President Ghani and Prime Minister Modi inaugurated

Indicators of progress	*Metrics*
	the conference. The Amritsar declaration focuses on the importance of regional collaboration in countering security threats common to the region, and to capitalize on economic opportunities. The declaration also calls for the development of a regional approach to counter radicalization, exploration of how to strengthen the growth of Small and Medium Enterprises in the region, as well as to continue the process of developing the Regional Counter Terrorism Strategy as per the 2015 Islamabad Declaration. • On 27 December 2016, a trilateral meeting of Pakistan, China and Russia took place in Moscow with a focus on Afghanistan. In addition to expressing concern about the rise of extremist groups and agreeing on continued efforts towards an Afghan-owned and Afghan-led peace process, both Russia and China stated that they will increase efforts for delisting members of the Afghan Taliban from the UN sanctions lists.

VII. Partnership between the Government of Afghanistan and the international community

Benchmark: coherent support by the international community for Afghan priorities within an Afghan-led coordination framework.

Indicators of progress	*Metrics*
Increased percentage of aid aligned with the Afghanistan National Development Strategy and Government priorities	• In line with its current Aid Management Policy, the Government considers assistance delivered through on-budget mechanisms to be 100 per cent aligned with Government priorities, and in 2016 donors continued to retain the Self-Reliance through Mutual Accountability Framework (SMAF) commitment to deliver at least 50 per cent of Official Development Assistance (ODA) through such mechanisms. Donors also continued to adhere to the SMAF commitment to align 80 per cent of ODA overall with Government priorities. The Ministry of Finance Aid Management Directorate continues to collect data on, and to discuss alignment of, Official Development Assistance through the annual Development Cooperation Dialogues process, but did not publish data on overall alignment of aid in 2016, as new National Priority Programs are still being developed under the framework of the Afghanistan National Peace and Development Framework (ANPDF).
Improved accountability of procurement and contracting on behalf of the Government and the international community	• The National Procurement Authority (NPA) expanded the “Coalition of Reform”, mainly consisting of partners from civil society, private sector, the Government and international development partners. Under this framework, the NPA approved more than 2,000 large and medium contracts worth AFN 250 billion (US$ 3 billion), resulting in AFN 18.3 billion (US$ 270 million) worth of savings. It also

Indicators of progress	*Metrics*
	blacklisted about 100 companies who failed to meet the requirements of transparency and accountability.
Strengthening of the Joint Coordination Monitoring Board in support of the Kabul process and as a means of regular review of progress on Afghan priorities and mutual commitments	• Co-chaired by the Minister of Finance and UNAMA's SRSG, the Joint Coordination and Monitoring Board met twice in Kabul, on 4 April and 4 September, to review and advance Government preparations for the Brussels Conference on Afghanistan, and to review progress on joint commitments under the Self-Reliance through Mutual Accountability Framework (SMAF). The meetings featured remarks by President Ghani, Chief Executive Abdullah, and updates from a number of ministers and senior Government officials, as well as stakeholders from the Afghan private and civil society sectors. Civil society representatives voiced concern over the quality and pace of reforms, perceived corruption within the justice sector and the shrinking space for civil society and human rights defenders due to insecurity. International partners addressed the gathering on a range of subjects featuring both highlights of reform, development progress and areas for improvement. • Much of UNAMA's efforts in the area of donor coordination in 2016 focused on facilitating the preparations for the Brussels Conference on Afghanistan in October. In addition to the Joint coordination and Monitoring Board meetings, regular discussions took place in existing fora chaired by the Ministry of Finance and UNAMA and involving the major donors. The issues discussed included efforts in the areas of anti-corruption, revenue generation, poverty and economic growth. In advance of the Brussels Conference on Afghanistan, UNAMA worked with Government and donors to elaborate a new set of "deliverables," or priority reform commitments, under the Self-Reliance through Mutual Accountability Framework (SMAF). In follow-up to the Brussels Conference on Afghanistan, UNAMA continues to work with partners to facilitate progress on these commitments through regular working-level fora in Kabul. • UNAMA also technically assisted Afghan civil society in the preparation of their position papers and statements for the JCMB meetings held in April and September 2016 and the Brussels Conference in October, and advocated for civil society representation in all these three meetings. • UNAMA further provided technical advice to the Civil Society Working Committee (CSWC) in the selection of the 10 delegates to the Brussels Conference on Afghanistan; facilitated briefing/consultations between SRSG/DSRSG with 10 civil society delegates to the Conference; as well as consultations between civil society and Ministry of Finance; provided technical assistance to CSWC in following up in the aftermath of the Conference, especially where this Committee undertakes the steps to start with monitoring the implementation of Government and International Community's Brussels commitments.

VIII. Counter-narcotics

Benchmark: sustained trend in the reduction of poppy cultivation, narcotics production and drug addiction.

Indicators of progress	*Metrics*
Decrease in poppy cultivation, narcotics production and addiction rates	• Opium poppy cultivation in Afghanistan increased by ten per cent in 2016 with a total area under cultivation estimated at 201,000 hectares over the area of 183,000 hectares cultivated in 2015. Opium production in 2016 was estimated at 4,800 tons, representing a 43 per cent increase over the 3,300 tons produced in 2015. • In 2016 opium prices increased in all regions of Afghanistan. At almost US$ 0.9 billion or the equivalent of roughly 5 per cent of Afghanistan's estimated GDP, the farm-gate value of opium production increased by 57 per cent in 2016 with respect to past year (not adjusted for inflation). • Helmand remained the country's major opium poppy cultivating province, followed by Badghis, Kandahar, Uruzgan1, Nangarhar, Farah, Badakhshan, and Nimroz. In 2016, the number of poppy-free provinces in Afghanistan decreased from 14 to 13. Opium poppy cultivation in Jawzjan, in the Northern region lost its poppy-free status, which it had regained in 2008. The average opium yield amounted to 23.8 kilograms per hectare, which was 30 per cent higher than in 2015.
Increase in effective interdiction and counter-trafficking efforts	• In 2016, Afghan law enforcement authorities conducted a total of 2,192 counter-narcotics operations which resulted in seizures of 4,759 kg of heroin, 47,048 kg of morphine, 48,022 kg of opium, 66 kg of methamphetamine, 686 MDMA tables, 352,171 kg of hashish, 72,231 kg of solid precursor chemicals, 15,034 Litres of liquid precursor chemicals. In addition to drugs, these operations led to the dismantling of 57 heroin and eight methamphetamine manufacturing laboratories, arrest of 2,548 suspects and seizure of 485 vehicles, 212 weapons, 347 mobile phones and seven radios.
Increase in licit agriculture and related private capital investment in areas previously used for poppy cultivation	• In spite of the 10 per cent increase in poppy cultivation and 43 per cent production in 2016, there was a positive progress noted in licit crop production and productivity. According to the Ministry of Commerce and Industries, trade figures increased by 20 per cent of which most were the export of not only dry fruits but vegetables and fresh fruits such as pomegranates, grapes and apples. These fruits were exported to Pakistan, United Arab Emirates and India. • A survey of the Afghan Chamber of Commerce and industries (ACCI) indicates that the grape production increased by at least 20 per cent in Parwan, Samangan, Sar-e-Pol, Jawzjan, Herat and Kandahar provinces in 2016. In Parwan, the production of grapes was doubled while in Samangan the production increased from 7,000 tons in 2015 to 9,000 tons in 2016. Kandahar grapes were valued at US$ 2.3 million and were mostly exported to Pakistan, India and UAE.

Indicators of progress	*Metrics*
	• A report by Ministry of Agriculture, Irrigation and Livestock (MAIL) indicated a nine and a half per cent increase in cultivation and production of wheat in Afghanistan. The report identified the harvest of four and a half million tons of wheat of which more than three and a half million tons were produced from irrigated land and around 850,000 tons from rain fed fields. The report also highlights the improved techniques used for the production of vegetables in Afghanistan but the lack of capacity and quality outputs remains a constraint in marketing the productions in the region and beyond.